

## Pierre Mamboundou dit ce qu'il veut réaliser pour le Gabon

(Lundi 14 Novembre 2005 à 14:40) - Contributed by L'Union

Hier, à Rio, face à une foule compacte, estimée à environ dix mille personnes, tout de rouge vêtue, le candidat de l'Union du peuple gabonais (UPG) a livré les grandes orientations de son projet.

À  
Hier, à Rio, face à une foule compacte, estimée à environ dix mille personnes, tout de rouge vêtue, le candidat de l'Union du peuple gabonais (UPG) a livré les grandes orientations de son projet de société. « Je ne veux pas de campagnes sur fond d'injures ou des épithètes malveillantes. Il nous faut mener une campagne responsable et digne, dont le seul combat sera simplement la lutte démocratique ». C'est en ces termes que Pierre Mamboundou, candidat déclaré de l'Union du peuple gabonais (UPG) a donné hier à Rio, le coup d'envoi de sa campagne pour l'élection présidentielle du 27 novembre prochain. Campagne qu'il veut « digne et responsable », qui sera marquée, dès le 27 novembre, jour du scrutin, par une « ère nouvelle » qui va favoriser la « restauration de la dignité de l'homme gabonais et sa responsabilisation, mais aussi le respect mutuel entre les gouvernants et les gouvernés pour préserver la paix véritable et non celle des cimetières ». Face à une foule dense estimée à environ dix mille personnes, le maire de Ndendé a livré les grandes lignes de son projet de société, conçu, selon lui, « pour construire le Gabon ». Pour le candidat de l'UPG, l'éducation nationale, la santé, le transport, la sécurité des personnes et des biens, ainsi que la justice pour tous et l'emploi... sont autant de domaines qu'il faut « à tout prix protéger et doper » pour garantir les libertés individuelles et donner à tous les citoyens une égalité de chances dans le combat pour la survie. Pour cela, Pierre Mamboundou s'est dit déterminé, « une fois élu », à doter notre pays d'un gouvernement réduit de « 17+1 ». Une décision qui cadre bien avec son souci permanent de réduire le train de vie « dispendieux » de l'Etat en « assainissant » les finances publiques, en « réduisant » de 50% le nombre actuel des 120 députés de l'Assemblée nationale, et en « supprimant » le Sénat chambre haute du Parlement et la vice-présidence de la République, dont il a dit, ironique, ne pas bien mesurer le rôle que joue son titulaire. GRANDES LIGNES. Président de la République, il instaurera ainsi une politique dite de gestion communautaire de la dette. Et encouragera la réduction du taux d'intérêt bancaire et de remboursement. Il mettra également en place des équipements collectifs, notamment dans les domaines de l'éducation (en instaurant la politique de l'école obligatoirement et partant la gratuité des frais de scolarité de 6 à 16 ans), de la santé, du transport, de l'habitat, etc. « afin que chacun y trouve sa place ». Mais pour parvenir à réaliser tout cela, il cherchera d'abord à « relever » le système économique, afin de « relever » avec le concours des opérateurs économiques le salaire minimum interprofessionnel garanti (SMIG) actuel, « généraliser » les allocations familiales afin de « consoler » les ménages, « instaurer » certaines primes à caractère social. Créer une agence d'insertion et de réinsertion des chômeurs, « afin de pousser les Gabonais à créer des Petites et Moyennes entreprises pour sortir de la logique de l'assistanat ». Une relance économique sur laquelle il compterait également pour enfin engager un certain nombre d'autres grands chantiers, notamment celui, a-t-il priorisé, relatif à « la construction d'un réseau routier fiable » reliant Libreville à Mayumba. Une ville de la Nyanga qui pourrait alors devenir « une zone franche économique qui va se prolonger jusqu'à Ndendé », sa ville natale. La Nyanga étant, a-t-il confié, un « scandale géologique » au regard des richesses que renfermerait son sous-sol. Né le 6 novembre 1946 à Mouila dans la province de la Ngounié, Pierre Mamboundou participe à sa deuxième élection présidentielle. Il passe pour être un redoutable débatteur, un incollable qui maîtrise l'essentiel des questions liées à la gestion d'un Etat moderne.